

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 11 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOLITOP

Le Bois des Blettes
85410 Saint-Cyr-des-Gâts

Références : D 23.0411

Code AIOT : 0006301546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement SOLITOP implanté Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLITOP
- Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts
- Code AIOT : 0006301546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SOLITOP est autorisée par arrêté préfectoral du 28/02/2017 à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats. L'autorisation de stockage est de 50 000 t/an de déchets pouvant subir une étape de stabilisation dans l'usine présente sur le site.

L'inspection a porté sur la réalisation d'exercices POI, avec mise en place d'une cellule de crise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Elaboration/ mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercices périodiques POI	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à ses obligations réglementaires, l'exploitant a réalisé deux exercices de son Plan d'Opération Interne (POI) avec encadrement par un organisme extérieur (CNPP). L'inspection a tenu le rôle d'observateur lors des deux exercices et n'a pas formulé d'observation quant à leurs déroulés.

L'inspection rappelle toutefois que le POI doit être mis à jour avant la fin de cette année 2023, et qu'il devra tenir compte de l'ensemble des dispositions figurant à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercices périodiques POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100.I
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de ce contrôle, l'inspection a constaté que l'exploitant s'est fait assister par un organisme extérieur (CNPP) pour la formation de son personnel et la réalisation de deux exercices portant sur le plan d'opération interne (POI).</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI en date du 17 décembre 2020. Le CNPP s'est appuyé sur ce document afin de réaliser les exercices.</p> <p>Pour la mise en œuvre d'un POI, l'exploitant dispose des matériels suivants : salle de commandement, talkies-walkies, téléphone fixe, écran de projection, tableau, chasubles par fonction, fiches réflexes par thématique, etc. Tous ces matériels ont été utilisés lors des exercices.</p> <p>Le scénario du premier exercice portait sur un feu de camion situé au niveau d'un poste de déchargement à proximité de la cuve GNR. Ce scénario ne comportait aucun blessé, mais il se situait à proximité de la zone de rassemblement.</p> <p>Lors de ce premier exercice, l'exploitant a contacté l'astreinte DREAL afin de vérifier le bon acheminement de l'information. L'inspecteur présent en tant qu'observateur a bien reçu l'information dans un délai bref.</p>

Le second scénario portait sur un incendie de camion situé au niveau du pont bascule au droit des bureaux. Pour cette simulation, le « commandement du SDIS » a considéré que la présence de bouteilles de gaz nécessaires au fonctionnement du laboratoire imposait la mise en place d'un rayon d'au moins 80 m, obligeant l'évacuation de la cellule de crise.

L'inspection a constaté que le personnel du site avait une bonne maîtrise des outils mis en place en cellule de crise, et n'a formulé aucune observation quant à ces exercices.

L'inspection rappelle que le POI actuel date du 17 décembre 2020. Sa mise à jour doit donc intervenir avant la fin de cette année. Toutefois, lors des exercices, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'une version mise à jour préalablement à l'intervention du CNPP. L'exploitant doit donc transmettre une version actualisée à l'inspection dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Elaboration/mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Préalablement à ces exercices, l'exploitant semble avoir mis à jour son POI. L'inspection a rappelé qu'une version mise à jour doit être transmise à la DREAL avant la fin de cette année 2023.

L'inspection note que la version du POI du 17 décembre 2020 ne contient pas les dispositions mentionnées au point i) [produits de décomposition] ni celles mentionnées au point j) [moyens et méthodes prévus pour la remise en état].

La mise à jour du POI prévue en fin d'année devra tenir compte de l'annexe V de l'arrêté ministérielle du 26 mai 2014. Ce constat est donc noté comme étant susceptible de suites.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet